

Daniel PAUL

*Seine-Maritime (8^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine
[J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - recherche et enseignement supérieur - [18 juillet 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O du 24 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - recherche et enseignement supérieur - [18 juillet 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome VII : Recherche et enseignement supérieur - Politiques de recherche, recherche industrielle (n° 278) [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 283 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des entreprises en matière d'accidents du travail [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 732 tendant à la création d'une commission d'enquête afin de mesurer et d'analyser les effets de la crise du capitalisme financier sur l'évolution de l'activité économique dans notre pays et ses impacts territoriaux et sociaux [3 mars 2008]

Proposition de résolution n° 1065 tendant à la création d'une commission d'enquête à la suite de la fuite d'uranium intervenue sur le site de Tricastin [18 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Réforme. [13 novembre 2007] (p. 4013)

Energie et carburants. Gaz. Tarifs, fixation [14 mai 2008] (p. 2048)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 275, posée le 27 mai 2008. Santé. Accès aux soins (J.O. Questions p. 4283). Appelée le 27 mai 2008. Agglomération havraise (p. 2497)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2475) : rejetée (p. 2482)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2523)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2478, 2479)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 2476)

Politique économique : capitalisme (p. 2479, 2480)

Politique sociale : dialogue social (p. 2476 et s., 2523)

Politique sociale : inégalités (p. 2479)

Secteur public : service minimum (p. 2476)

Secteur public : services publics (p. 2477 et s., 2523)

Transports aériens : Air France (p. 2478)

Transports ferroviaires : régions (p. 2478)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2475 et s.)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2476, 2523)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2523)

Travail : syndicats (p. 2480)

Travail : grèves : déclaration (p. 2476 et s.)

Travail : négociations (p. 2476 et s.)

Travail : précarité : transports (p. 2477)

Travail : rémunération (p. 2479)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1er (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2532)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1 (subordination des suppressions de postes à la SNCF au niveau régional à l'avis conforme des organisations syndicales et des autorités organisatrices des transports) (p. 2552) : rejeté (p. 2553)

Son amendement n° 3 (rapport au Parlement sur les modalités d'annulation de la dette de RFF et de la SNCF) (p. 2553) : rejeté (p. 2555)

Son amendement n° 4 (rapport du Parlement sur le respect du droit syndical et les conditions d'exercice du droit de grève dans les transports terrestres de voyageurs) (p. 2555) : rejeté (p. 2556)

Article 2 (négociation collective en vue d'organiser une procédure de prévention des conflits)

Ses interventions (p. 2556, 2589 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'ad. n° 75 rectifié de M. Roland Muzeau (encadrement de l'exercice de la sous-traitance en matière de missions de service public dans le secteur des transports) (p. 2594)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Son intervention (p. 2599)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 octobre 2007] (p. 3071, 3095) ; [24 octobre 2007] (p. 3162)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3111)

Thèmes :

Communes : Le Havre : hôpitaux (p. 3111)

Etablissements de santé : hôpitaux (p. 3111)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3924)

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- *Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007*

Ses interventions (p. 16, 26)

Thèmes :

Energie et carburants : gaz : tarification sociale (p. 26)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : compétitivité (p. 16)

Impôts et taxes : crédit d'impôt recherche (p. 16)

Industrie : Agence de l'innovation industrielle (p. 16)

Postes : La Poste : politiques communautaires (p. 26)

Tourisme et loisirs : Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) (p. 26)

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)

Son intervention (p. 3969)

Thèmes avant la procédure des questions :

Energie et carburants : politique énergétique (p. 3970)

Environnement : changements climatiques (p. 3969)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 3969)

Transports : Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) (p. 3969)

Transports ferroviaires : Réseau ferré de France (p. 3969)

Transports ferroviaires : sécurité des usagers (p. 3970)

Transports ferroviaires : transport de marchandises : trafic (p. 3969)

Transports par eau : batellerie : pôles de compétitivité (p. 3970)

Transports par eau : canal Seine-Nord (p. 3970)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 3970)

Transports par eau : transports maritimes : registres (p. 3970)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) : crédits budgétaires (p. 3970)

Transports routiers : pollution automobile (p. 3969)

Voirie : autoroutes : privatisations (p. 3970)

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 97) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

Ses interventions (p. 100, 113)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 113)

Enseignement privé : enseignement supérieur (p. 113)

Enseignement supérieur : universités : réforme (p. 101)

Entreprises : EDF et GDF (p. 101)

Entreprises : aides publiques (p. 101)

Impôts et taxes : avantages fiscaux (p. 100)

Recherche : recrutement (p. 101)

Recherche : chercheurs (p. 101)

Recherche : recherche industrielle (p. 100 et s.)

Recherche : recherche industrielle : Agence de l'innovation industrielle (p. 101)

Recherche : recherche technologique (p. 113)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs
--

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre 1er

Son amendement n° 309, deuxième rectification (rapport au Parlement sur l'ampleur et l'opportunité du travail à temps partiel dans le secteur de la grande distribution, ainsi que sur le pouvoir d'achat des salarié-e-s de ce secteur) (p. 4626) : rejeté (p. 4628)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 300 rectifié (organisation d'un Grenelle des salaires, entre les représentants syndicaux, patronaux et l'État) (p. 4630) : rejeté (p. 4631)

Son amendement n° 313 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences de la très faible revalorisation du SMIC) (p. 4631) : rejeté (p. 4632)

Son amendement n° 314 rectifié (rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évolution des coûts des produits de première nécessité depuis 2002) (p. 4632) : retiré (p. 4634)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-adt n° 244 de M. Jean Dionis du Séjour (précisions sur la gratuité d'un appel) à l'adt n° 43 de la commission (gratuité des appels des numéros présentés comme gratuits depuis les téléphones mobiles et prise en charge du coût éventuel des appels par les opérateurs de communications électroniques) (p. 4756)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5024, 5054)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5035)

Thèmes :

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 5035)

Politique sociale : pauvreté : précarité (p. 5035 et s.)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 5035)

Travail : salaires (p. 5035)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel
--

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5215)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5219) : rejetée (p. 5226)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5242)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5219 et s.)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) : investissements (p. 5222)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : bénéfices (p. 5222, 5242)

Energie et carburants : libre choix du fournisseur : prix (p. 5221 et s., 5242)

Energie et carburants : politique énergétique : missions de service public (p. 5221)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 5223)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 5220 et s.)

Energie et carburants : tarifs : entreprises (p. 5215, 5220)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique énergétique (p. 5221)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 5216, 5220, 5242)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5243)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 12 (dépôt par le Gouvernement avant le 1er juillet 2010, d'un rapport au Parlement relatif à l'évolution des tarifs et de l'emploi depuis l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie) : rejeté (p. 5243)

Article 1er (possibilité pour les ménages et les petites entreprises de retourner au tarif réglementé d'électricité à l'occasion d'un déménagement)

Son intervention (p. 5247)

Article 2 (possibilité pour les ménages de retourner au tarif réglementé de gaz naturel à l'occasion d'un déménagement)

Son amendement n° 3 (p. 5248)

Après l'article 2

Son amendement n° 5 (extension des contrats de service public à l'ensemble des nouveaux opérateurs du secteur de l'énergie) (p. 5249) : rejeté (p. 5250)

Son amendement n° 2 (suppression de la date limite du 1er juillet 2010 pour la fin des tarifs réglementés d'électricité pour les nouveaux sites de consommation) : rejeté (p. 5250)

Article 3 (bénéfice des tarifs réglementés de gaz naturel pour les consommateurs domestiques occupant un nouveau site)

Son amendement n° 4 (p. 5250)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)

Son intervention (p. 142)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 142)

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 142)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) : rémunérations des dirigeants de sociétés (p. 143)

Energie et carburants : pétrole : prix (p. 143 et s.)

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 143)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 143)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 142)

Politiques communautaires : politique énergétique (p. 143)

Discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 147)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 8 (dépôt par le Gouvernement avant le 1er juillet 2010, d'un rapport au Parlement relatif à l'évolution des tarifs et de l'emploi depuis l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie) (p. 147) : rejeté (p. 148)

Article 1er (conditions de retour au tarif réglementé d'électricité pour les ménages et les petits consommateurs professionnels)

Ses amendements n° 6 et 7 (p. 148 et 149)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 635) : rejetée (p. 637)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 641)

Son intervention (p. 647)

Thèmes :

Constitution (p. 635)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 647)

Etat : souveraineté (p. 635 et s., 647)

Langue française : usage (p. 647)

Politiques communautaires : transports maritimes (p. 636)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 641, 647 et s.)

Transports par eau : registre international français (RIF) (p. 647)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 647)

Travail : conditions de travail : marins (p. 648)

Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 635, 648)

Discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 653)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 3 (suppression de l'intitulé du chapitre 1er du projet de loi) : rejeté (p. 653)

Article 1er (suppression de la réserve de nationalité du capitaine et de son second à bord des navires français)

Son intervention (p. 653)

Son amendement n° 4 (p. 653)

Article 2 (suppression de la réserve de la nationalité du capitaine et de son second à bord des navires immatriculés au registre international français)

Son amendement n° 6 (p. 654)

Article 3 (abrogation de l'article 221 du code des douanes relatif à la réserve de nationalité dans le cadre de la francisation des navires)

Son amendement n° 7 (p. 655)

Explications de vote et vote [30 janvier 2008]

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 648)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [13 mai 2008] (p. 2029)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2039)

Thèmes :

Assemblée nationale : vote personnel (p. 2039)

Environnement : principe de précaution (p. 2040)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2203)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 2204)

Agroalimentaire : labels (p. 2204)

Recherche : biotechnologies (p. 2204)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 1^{er} (affirmation du contrat à durée indéterminée comme forme normale de la relation de travail et information des représentants du personnel sur le recours à l'emploi temporaire)

Son intervention (p. 1608)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Son intervention (p. 1623)

Article 3 (abaissement de l'ancienneté requise pour bénéficier des indemnités maladie complémentaires)

Son intervention (p. 1648)

Article 4 (encadrement et sécurisation des licenciements)

Ses interventions (p. 1649, 1657)

Article 5 (création d'une procédure de rupture conventionnelle du contrat de travail)

Ses interventions (p. 1660, 1665 et s.)

Article 6 (création d'un contrat de travail dont le terme est déterminé par la réalisation d'un objet défini)

Son intervention (p. 1680)

Article 9 (abrogation du contrat nouvelles embauches -CNE- et requalification des contrats en cours)

Son intervention (p. 1690)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2771)

Son intervention (p. 2777)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2888)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2771, 2888)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 2771)

Banques et établissements financiers : livret de développement durable (p. 2771)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2777)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2888)

Entreprises : simplifications administratives (p. 2777)

Logement : logement social : financement (p. 2888)

Postes : activités bancaires (p. 2771)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2877)

Professions libérales : travailleurs indépendants (p. 2777)

Transports : infrastructures : financement (p. 2771)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Ses amendements n^{os} 732 à 734, 731 (p. 2906) : rejetés (p. 2907 et s.)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son intervention (p. 2919, 2925)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Ses interventions (p. 2943 et s.)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Son amendement n^o 737 (de suppression) (p. 2969)

Son intervention (p. 2971)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Ses amendements n^{os} 741 et 742 (p. 2990)

Après l'article 10

Son amendement n^o 729 (p. 3012) : rejeté (p. 3013)

Après l'article 12

Son amendement n^o 724 (modification de l'article L. 8221-6 du code du travail) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3027)

Son amendement n^o 725 (p. 3027) : rejeté (p. 3028)

Son amendement n^o 726 (p. 3028) : rejeté (p. 3029)

Son amendement n^o 727 (p. 3029) : rejeté (p. 3030)

Son amendement n^o 728 (p. 3030) : rejeté (p. 3032)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)

Son amendement n^o 745 (de suppression) (p. 3039)

Après l'article 30

Son amendement n^o 932 (p. 3126) : rejeté (p. 3127)

Article 33 (délégation à certaines collectivités territoriales de la fonction d'autorité de gestion et de certification de fonds structurels, pour la période 2007-2013)

Son intervention (p. 3191)

Article 39 (réforme du livret A)

Ses interventions (p. 3237 et s., 3251, 3277 et s.)

Son amendement n^o 944 (p. 3281)

Après l'article 40

Son amendement n^o 1027 (p. 3286) : rejeté (p. 3288)

Son amendement n^o 1030 (p. 3289) : retiré (p. 3290)

Son amendement n^o 1029 : retiré (p. 3290)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)

Son intervention (p. 3295 et s.)

Article 42 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre la place financière française plus attractive)

Son intervention (p. 3299)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n^o 1562 de la commission (prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 3314)

Son amendement n^o 1025 : retiré (p. 3315)

Son amendement n^o 1026 : rejeté (p. 3319)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n^o 204 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (p. 3325)

Intervient sur l'adt n^o 351 précédemment réservé de la commission (préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 3325)

Intervient sur les adts n^{os} 773 rectifié, 774 rectifié, 775 rectifié et 802 précédemment réservés de M. André Chassaigne (p. 3330 et s.)

Reprend l'adt n^o 351 précédemment réservé de la commission (préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 3330) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3330)

Son amendement n^o 1041 précédemment réservé (action de groupe) (p. 3320) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 3330)

Son amendement n^o 1022 précédemment réservé (p. 3338) : rejeté (p. 3339)

Son amendement n^o 1435 précédemment réservé : devenu sans objet (p. 3339)

Son amendement n^o 1021 précédemment réservé (p. 3339) : rejeté (p. 3340)

Son amendement n^o 1023 précédemment réservé : retiré (p. 3340)

Son amendement n° 1436 précédemment réservé (p. 3379) : retiré (p. 3380)

Son amendement n° 1019 rectifié précédemment réservé : rejeté (p. 3380)

Son amendement n° 1020 précédemment réservé (p. 3380) : rejeté (p. 3381)

Son amendement n° 1028 rectifié précédemment réservé : rejeté (p. 3385)

Son amendement n° 1045 précédemment réservé : rejeté (p. 3386)

Ses amendements n° 749, 953 et 750 précédemment réservés (p. 3386 et s.) : rejetés (p. 3388 et s.)

Après l'article 22

Son amendement n° 779 précédemment réservé : rejeté (p. 3422)

Son amendement n° 1043 rectifié précédemment réservé : rejeté (p. 3423)

Article 23 précédemment réservé (habilitation à légiférer par ordonnance en vue de créer une Autorité de la concurrence)

Son amendement n° 780 (de suppression) (p. 3430)

Article 24 précédemment réservé (modernisation du régime des soldes)

Son amendement n° 784 (de suppression) (p. 3438)

Après l'article 26

Son amendement n° 809 précédemment réservé : rejeté (p. 3450)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)

Son intervention (p. 4843)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 4844)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 4843)

Commerce et artisanat : centrales d'achat (p. 4843)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 4844)

Entreprises : entreprises individuelles (p. 4844)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4845)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3518)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3519) : rejetée (p. 3526)

Thèmes :

Régions : contrats de projets : transports par eau (p. 3522)

Régions : Haute-Normandie : autoroutes (p. 3518, 3521)

Transports : transport combiné (p. 3521)

Transports par eau : Compagnie générale maritime (CGM) (p. 3520)

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3518 et s.)

Transports par eau : ports maritimes : compétitivité (p. 3520)

Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3520)

Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3523)

Union européenne : directives : ports maritimes (p. 3519)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008] p. 3580)

Avant le titre 1er

Intervient sur l'ad. n° 23 de M. Philippe Duron (organisation d'un comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires sur la politique portuaire française avant le 1er janvier 2009) (p. 3552)

Son amendement n° 62 (bilan économique, financier et social de la réforme opérée par la loi n° 92-496 du 9 juin 1992 modifiant le régime du travail dans les ports maritimes présenté par le Gouvernement) (p. 3553) : rejeté (p. 3554)

Article 1er (réforme de l'organisation portuaire et création des grands ports maritimes)

Ses amendements n° 63 (de suppression), 80, 64, 65, 101, 66, 81, 82, 102, 67, 83, 103, 84, 68, 85, 86, 69, 87 et 70 (p. 3555 et s., 3580 et s., 3592 et s.)

Article 3 (avantages fiscaux pour les entreprises de manutention ayant acquis des outillages publics)

Ses amendements n° 88 (de suppression) et 89 (p. 3595 et s.)

Après l'article 4

Son amendement n° 72 (document du Gouvernement au Parlement avant toute vente des outillages et cession des droits réels qui leur sont attachés faisant état pour chaque port de leur évaluation financière détaillée et motivée) (p. 3596) : rejeté (p. 3597)

Article 5 (délai de cession des outillages et régime de propriété)

Son amendement n° 73 (de suppression) (p. 3597)

Article 6 (projet stratégique)

Son amendement n° 74 (p. 3597)

Article 7 (procédures de vente des outillages)

Ses amendements n°s 75 (de suppression), 107 et 76 (p. 3598 et s.)

Article 8 (procédures de vente des outillages)

Ses amendements n°s 77 (de suppression), 90, 78 et 91 (p. 3601 et s.)

Article 9 (accord cadre tripartite relatif aux mesures d'accompagnement du transfert de personnels)

Ses amendements n°s 79 (de suppression), 109 et 106 (p. 3602 et s.)

Article 10 (mesures d'accompagnement du transfert de personnel à défaut d'accord cadre)

Ses amendements n°s 110 (de suppression), 95, 93 et 98 (p. 3604 et s.)

Après l'article 10

Son amendement n° 99 (renforcement des garanties apportées aux salariés transférés) (p. 3605) : rejeté (p. 3606)

Après l'article 13

Son amendement n° 100 (rapport d'étape annuel du Gouvernement au Parlement dressant un bilan économique, social, financier, environnemental, sur la réforme engagée par la présente loi) (p. 3606) : rejeté (p. 3608)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Article 1er (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Ses interventions (p. 3762 et s.)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4135)

Thèmes :

Politique sociale : pouvoir d'achat (p. 4135)

Travail : conditions de travail (p. 4135 et s.)

Travail : droit du travail (p. 4135 et s.)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Son intervention (p. 5227)

Après l'article 8

Intervient sur l'ad. n° 437 de M. Roland Muzeau (possibilité pour les collectivités territoriales de subordonner les aides économiques aux entreprises à l'engagement de ces dernières en matière de création d'emplois à temps complet) (p. 5228)